

ARRETE n° 73.102/CG du 19 février 1973 autorisant la prise en charge par le Fonds Spécial de Prévoyance des Dépenses relatives aux dégâts occasionnés par le passage de la dépression IDA.

- L'article 2 de l'arrêté 72-456/CG du 6 octobre 1972 est modifié ainsi qu'il suit :

"Article 2 nouveau - Les dépenses seront arrêtées dans la limite du crédit de 4.135.000 francs".

ARRETE n° 73.103/CG du 19 février 1973 portant classement de sites et monuments à l'Ile Nou.

1 - Est classé comme site touristique conformément aux dispositions de la délibération n° 225 du 17 juin 1965 la parcelle d'une surface de 2 ha 86 ares appartenant au Domaine privé du Territoire, sise à l'Ile Nou et délimitée par un liseré vert sur le plan joint.

La description des limites de cette parcelle s'établit comme suit :

Au Nord Ouest :

1°) une droite partant du point A aboutissant à l'angle du mur, point situé à 17,60 mètres à l'ouest du point de polygonale C 3, limite Sud du terrain du C.F. P.R - habitation Guillou

2°) ce mur, puis sont prolongement passant par le point de polygonale C 4 et aboutissant au littoral.

Au Nord Est :

Une droite aboutissant au point de polygonale 18 p.

Au Sud Est :

Une droite aboutissant au point de polygonale 101.

Au Sud :

Une ligne brisée joignant les points de polygonale 100 - 118 et 107.

A l'Ouest :

Une droite 107 - A commune en partie au mur de la Façade est de l'internat et aboutissant au point de départ de la présente description des limites.

A l'intérieur de la parcelle délimitée comme il est indiqué ci-dessus, sont classés comme monuments présentant un intérêt historique, les bâtiments énumérés ci-dessous :

- le bâtiment servant actuellement de poste construit en 1881 ;
- le bâtiment abritant le Centre Spécialisé de Jeunesse, construit en 1883 ;
- le bâtiment de l'ancienne boulangerie construit en 1868 ;
- la petite tour située dans la cour du centre spécialisé de Jeunesse ;
- la chapelle construite en 1882,

2 - Est classé comme monument présentant un intérêt historique, le bâtiment appartenant au Domaine privé du Territoire, situé comme indiqué sous le n° 11 sur le plan joint (anciens logements des sous officiers et surveillants).

3 - conformément aux dispositions de l'article 5 de la délibération n° 225 du 17 juin 1965, les monuments et sites faisant l'objet du présent arrêté de classement ne peuvent être détruits et déplacés, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque sans l'autorisation du Chef du Territoire.

4 - Le présent arrêté prononçant le classement des immeubles visés aux 1er et 2ème ci-dessus sera transcrit au bureau de la conservation des hypothèques.

ARRETE n° 73.104/CG du 19 février 1973 portant classement des pétroglyphes de Nouvelle-Calédonie.

1 - Sur toute l'étendue du Territoire et en tout lieu où ils se trouvent, les pétroglyphes et sites pétroglyphiques sont classés conformément aux dispositions de la délibération n° 225 du 17 juin 1965 relative à la protection des sites et monuments naturels. La liste des sites pétroglyphiques actuellement recensés figure en annexe au présent arrêté étant précisé qu'elle n'emporte aucun effet limitatif quant au classement des biens et sites ci-dessus désignés.

2 - Conformément aux dispositions de la délibération du 17 juin 1965, le classement entraîne notamment l'interdiction de modifier l'aspect des biens et des sites visés au 1er ci-dessus ainsi que l'exportation des objets classés.

LISTE DES SITES PETROGLYPHIQUES DE NOUVELLE-CALÉDONIE

Nouméa	La Coulée - Saint Louis - Yahoué - Tonghoué - Ermitage - Plaine Adam - Katiramona - Pafta - Mines le Pic - Koé -
Tontouta	Ouano
Boulouparis	Ouitchambo - Kuenthio - Koua - Camp Jacob - Ouindo - Saint Gabriel
Thio	Dothio
La Foa	Fo Amboa - Ravin Guidicelli - Nonhoué - Nondo -
Negropo	Cap Dumoulin
Bourail	Nessadiou - Ouawé - Bouïrou - Gouarou - Daoui - Ni
Houailou	Karagreu - Carovin - Kohé - Nessacouia Dahon - Ouani - Do Néva - Camoui - Paraville - Ouenvé - Kassducou - Méré - Oué Nmemoin - Bonini - Poro - Pohé - Newenda - Kouro - Karoupa - Mara
Poya	Gradji - Nekraoua - Adio - Vallée Sèche Monfaoué
Ponérihouen	Ouaté - Négromou - Grand Rapide - Boanendou - Bhraghra - Nécharihouen - Nounin - Ousinda - Nimbaye - Nohéa - Pouéa - Gobéa - Naboué - Nga - Mou - Bala - Thore - Nu - Tchamba - Napoui - Amoa - Tiwaka
Témala	Pamalé - Taom
Gomen	Koligoh - Ouénia - Bouélas
Koumac	Grottes - Paagouméne

Ouégoa	Ougoa - Méatrice - Pondolai - Poumol - Amos - Tiari
Cote Est Nord	Balade - Pouébo - Ignambi - Tchambouéné Oubatche - Yambé - Diaoué
Hienghène	Ouaïème - Ouaré - Gavatch - Tendo
Iles des Pins	Pic N'Ga

DECISION n° 73-105/CG du 19 février 1973 portant délimitation de zone non ostréicole.

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, Commandeur de la Légion d'honneur, Chef du Territoire

Vu le décret du 12 décembre 1874 et les autres actes sur le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances,

Vu le décret n° 57-811 du 22 juillet 1957 modifié par la loi n° 63-1246 du 21 décembre 1963, portant institution d'un Conseil de Gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée Territoriale de la Nouvelle-Calédonie notamment en ses articles 52 et 53

Vu le décret du 30 mars 1893 réglementant la pêche des huîtres en Nouvelle-Calédonie

Vu le décret du 12 juillet 1924 réglementant les parcs d'élève des huîtres comestibles en Nouvelle-Calédonie, promulgué par arrêté du 15 septembre 1924

Vu les résultats de l'enquête Commodo et Incommodo du 2 janvier au 2 février 1973

Vu les avis de la Commission des Pêches Maritimes, du Chef du Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes, du Chef du Service des Mines, du Chef du Service de l'Aménagement du Territoire

Le Conseil de Gouvernement entendu

DECIDE

Article 1 - Aucune concession ostréicole dans la zone du domaine public maritime s'étendant au Nord d'une ligne passant au Sud de l'île Montravel et de la Pointe Est du cap N'Doua ne pourra être accordée.

Article 2 - Le Secrétaire Général du Territoire, le Chef du Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel du Territoire.

Nouméa, le 19 février 1973

L. Verger

ARRETE n° 73-106/CG du 19 février 1973 accordant à la Caisse Centrale du Crédit Agricole Mutuel de la Nouvelle-Calédonie une avance pour prêts à moyen et long terme.

1 - Conformément aux dispositions de l'article 37 du décret modifié du 13 décembre 1932, il est accordé à la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel de la Nouvelle-Calédonie une avance pour prêts à moyen terme de 15.000.000 de F (la 93ème) et à long terme de 8.000.000 de F (la 56e).

2 - Ces avances seront prélevées sur le compte "Dotation du Crédit Agricole" prévu à l'article 40 du décret précité.

ARRETE n° 73-107/CG du 19 février 1973 chargeant un chef de service d'assurer les fonctions de Chef de l'Administration Pénitentiaire par intérim.

1 - M. Ohlen Bernard - chef d'Administration Principale de 3ème classe - 2ème échelon - Chef du Service Territorial d'Administration Générale et Chef du Service Social est pour compter du 30 janvier 1973 chargé d'assurer par intérim les fonctions de chef du service de l'Administration Pénitentiaire.

2 - A ce titre M. Ohlen percevra l'indemnité prévue par l'arrêté n° 67-382/CG du 17 août 1967 au taux mensuel de 5000 Frs.

AVIS ET COMMUNIQUÉS

SERVICE DES DOMAINES

PURGE D'HYPOTHEQUE LEGALE

Par acte administratif en date du 17 novembre 1972 le Territoire de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances a acquis de la « Société Civile Ferme de Néméara » le lot n° 30 A de Bourail sis à Néméara d'une superficie de 6 hectares 20 ares.

Copie collationnée de cet acte a été déposée au Greffe du Tribunal Civil de Nouméa le 22 novembre 1972 et l'acte de dépôt dressé par le Greffier a été signifié à Monsieur le Procureur de la République le 17 janvier 1973.

Cette insertion a pour but de purger le lot de terrain en cause de toute hypothèque légale non inscrite.

P. Le Chef du Service des Domaines

P. Leyssenne.

RECOMMANDATION

L'inspection du Travail et des Lois Sociales, en accord avec les Représentants du Syndicat des Hôteliers, recommande aux employeurs de cette profession de pratiquer la classification professionnelle et le barème de salaires ci-après :

(Indice 132 - Base 100 - Mars 1969)

	<u>Indice 132</u>	<u>Possibilités de promotion</u>		
	décembre	après	après	après
	1972	3 mois	6 mois	12 mois

BAR				
- Garçon de bar	17 000	garçon de bar quali- fié		
- Garçon de bar qualifié	20 000	23 000		commis de bar
- Commis de bar (C..A.P.)	26 000			barman
- Barman	32 700			